

Compte-rendu de l'entretien du 16/10/2015 avec Mr JL Touraine, député Rhône de la 3^e circonscription, membre de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques, Secrétaire de la commission des affaires sociales.

L'entretien s'est déroulé en présence de S. Merabet (DR CNRS, IGFL), B. Mollereau (Pr ENS Lyon, LBMC), S. Pantalacci (CR CNRS, IGFL/LBMC), T. Walzer (DR Inserm, CIRI) et un représentant syndical étudiant.

L'entretien s'est très bien passé, Mr Touraine étant de toute évidence sensible à notre cause. Cet entretien a duré 2 heures sur trois principaux aspects (qui sont détaillés par la suite):

1 - une introduction par Mr Touraine pour expliquer la difficulté de défendre la recherche publique (très instructif pour nous)

2- nos revendications sur le mode actuel de fonctionnement des laboratoires publics (très instructif pour Mr Touraine !) et les actions possibles

3- les revendications étudiantes sur la précarité universitaire (celles-ci ne seront volontairement pas détaillées ici par soucis d'homogénéité avec les questions liées à la recherche publique : plus d'infos sur demande)

1- Pourquoi est-ce si difficile de se faire entendre/comprendre ?

Deux raisons principales apportées par Mr Touraine :

- en temps de crise économique, les premiers budgets à être affectés sont toujours ceux dédiés à la culture et à la recherche. On veut favoriser ce qui est considéré comme l' « économie réelle ». C'est une constante à travers tous les gouvernements.

- la difficulté à faire comprendre le mot « recherche » au sein de l'hémicycle politique. Pour la grande majorité des politiques, « Recherche et Développement » est forcément associé à un impact/une avancée économique et doit donc principalement concerner le monde de l'entreprise. Mr Touraine nous explique que la plupart de ses collègues viennent des grandes écoles (ENA, etc) et n'ont jamais eu de contact avec le monde de la recherche académique. Ils ne comprennent tout simplement pas un monde où le doute et le questionnement font partie intégrante d'un métier qui ne peut prévoir de projets sur le court terme. Mr Touraine nous rappelle la position d'un ancien

Directeur Général de l'Inserm (Mr P. Lazare), qui préconisait que tout métier à responsabilités devrait reposer sur une formation par la recherche. Dans cette logique, la recherche permet d'acquérir un mode de raisonnement nouveau ; raisonnement dont sont dépourvus la plupart des politiques. Il faudrait donc qu'un nombre croissant de politiques sortent d'autres formations que les grandes écoles...perspectives à très long terme donc.

Mr Touraine nous rappelle que la France ne produit par exemple presque plus aucun nouveau médicament (peu d'innovation pharmaceutique : exemple de Sanofie, qui a tout de même bénéficié de 130M l'année dernière), que le mot « recherche » est associé systématiquement à tout un pan d'activités industrielles et économiques qui n'ont en fait rien à voir avec la recherche. Exemple de la Société Générale qui bénéficie de plusieurs millions d'euros pour faire de la « recherche » sur comment exploiter au mieux ses actions et ses clients...

Conclusions:

La solution de Mr Touraine rejoint en partie celles proposées par SeM : avoir un fond de roulement stable qui soit évalué périodiquement pour soit l'arrêter (cas des équipes/projets jugés insuffisants), le prolonger (équipes intermédiaires : pas de grands progrès mais des résultats qui pourront peut-être porter leurs fruits) ou l'augmenter (cas des équipes ayant acquis des résultats prometteurs à encourager). C'est donc une solution intermédiaire entre budget récurrent et ANR.

La solution proposée par Mr Touraine va dans le bon sens. Celle-ci demandera soit une augmentation conséquente du budget de la recherche académique, soit un détournement du fond CIR vers la recherche académique.

Dans tous les cas, cela semble utopique à l'heure actuelle : de l'aveu de Mr Touraine, il est très difficile de défendre la nécessité même d'une recherche académique forte auprès du monde politique.

Nous ne mesurons pas à quel point le monde politique pouvait être si éloigné du monde scientifique. Autant dire que cela rend les perspectives futures peu encourageantes. Il ne faudra donc pas s'attendre à une augmentation significative du budget de l'ANR l'année prochaine.

2- Problèmes de financement de la recherche publique.

Nous sommes intervenus à tour de rôle pour souligner l'aberration du système actuel. Ce qui nous a surpris c'est de constater que Mr Touraine semblait apprendre la situation. Il ne réalisait vraisemblablement pas l'ampleur des dégâts. Cette réunion aura donc au moins servi à cette prise de conscience. Nous avons ainsi souligné :

- qu'il n'y avait aucun financement récurrent pour les équipes, et que donc tout dépendait des ANRs qui financent depuis 2 ans moins de 10% des projets déposés.

- cette troisième année va être primordiale pour une grande majorité des équipes qui fonctionnent jusqu'à présent sur les fonds acquis il y a plus de deux ans. Leur financement s'arrêtera donc en 2016 ou 2017 (puisque les ANRs sont sur 3 ou 4 ans en général).

- on en arrive à une situation où par exemple on finance du matériel de pointe, des bâtiments modernes, etc., mais au final avec des équipes ne pouvant travailler faute de moyens.

- dans la même logique, l'absence de financement et d'emplois font que ce sont les chercheurs qui vont devoir faire le travail des techniciens : ça fait cher le salaire pour nettoyer des cages !

- sans moyens également, il n'y aura plus de formations ni pour les étudiants (des IUT, Master etc), ni les médecins et pharmaciens, qui sont nombreux à se former dans les labos de recherche académique.

- enfin dans un même temps, et pour illustrer encore mieux l'aberration du système actuel, on peut constater que des millions sont dépensés pour les IRT, SAT ou Labex, avec un gaspillage énorme.

Conclusions:

Mr Touraine semblait très sensible à nos arguments. Comme il le faisait justement remarquer : ce dépérissement peut aller très vite, alors que remonter la pente prendra certainement beaucoup plus de temps. Il réalise qu'il n'y a pas forcément un manque de moyens, mais surtout une mauvaise gestion des choix budgétaires.

Il faut pouvoir alerter le monde politique qui ne mesure pas l'ampleur des dégâts en cours dans la recherche publique. Mr Touraine nous a certifié qu'il ferait tout son possible dans ce sens. Promesses politiciennes ou non, nous verrons...ce qui est sûr, c'est

qu'au final tout se joue à Bercy. Il faudrait déjà pouvoir convaincre les personnalités ayant le plus d'influence, comme Mr Valls, avec qui Mr Touraine a des contacts réguliers justement. Mr Touraine transmettra également notre appel à Mr. Lionel Collet, ancien chercheur siégeant au Conseil d'Etat. Nous transmettrons à Mr Touraine, l'ensemble des documents et sondages de SeM, qui pourront lui servir de support pour ses discussions futures dans les hautes sphères politiques.